

GE_GERICHTE C/27156/2017 vom 19. März 2018

GE Cour de justice, 2018-03-19, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_27156_2017

FR: GE_GERICHTE C/27156/2017 du 19 mars 2018

IT: GE_GERICHTE C/27156/2017 del 19 marzo 2018

Regeste

POURSUITE PAR VOIE DE FAILLITE; INSOLVABILITÉ | LP.174

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile (Sommaires) 19.03.2018
C/27156/2017

POURSUITE PAR VOIE DE FAILLITE; INSOLVABILITÉ | LP.174

C/27156/2017 ACJC/339/2018 du 19.03.2018 sur JTPI/1749/2018 (SFC), CONFIRME
Descripteurs : POURSUITE PAR VOIE DE FAILLITE; INSOLVABILITÉ Normes :
LP.174 Par ces motifs RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR
JUDICIAIRE C/27156/2017 ACJC/339/2018 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE
Chambre civile du LUNDI 19 MARS 2018 Entre A _____ , domiciliée _____ , recourante
contre un jugement rendu par la 5ème Chambre du Tribunal de première instance de ce
canton le 1er février 2018, comparant en personne, et B _____ SA , _____ , intimée,
comparant en personne. Vu, EN FAIT, le jugement JTPI/1749/2018 rendu le 1er février
2018 par le Tribunal de première instance dans la cause C/27156/2017-5 SFC, prononçant
la faillite de A _____ ; Vu le recours formé le 15 février 2018 par A _____ , aux termes
duquel celle-ci a allégué être solvable; Vu la décision de la Cour de justice du 19 février
2018 accordant la suspension de l'effet exécutoire attaché au jugement entrepris; Vu
l'ordonnance de la Cour du 20 février 2018 adressée par courrier recommandé à la
recourante, non réclamé à l'issue du délai de garde à la poste expirant le 27 février 2018 et
réexpédié à la recourante par courrier simple le 8 mars 2018, lui impartissant un délai au 5
mars 2018 pour déposer les pièces justifiant de sa solvabilité (comptes 2014, 2015, 2016 à
ce jour, contrats en cours, etc.) et pour se déterminer sur la liste des poursuites jointe en
annexe; Attendu qu'aucun document n'a été produit dans le délai imparti; Considérant, EN
DROIT , qu'une notification par pli recommandé est considérée comme valablement
intervenue au terme du délai de sept jours à compter de l'échec de la remise, si le
destinataire devait s'attendre à recevoir la notification (art. 138 al. 3 let. a CPC); Que tel est
le cas de la recourante à la suite du recours qu'elle a formé; Qu'à teneur de l'art. 174 al. 2
LP, l'autorité de recours peut annuler le jugement de faillite lorsque le débiteur rend
vraisemblable sa solvabilité et qu'il établit par titre que la dette, intérêts et frais compris, a
été payée (ch. 1), que la totalité du montant à rembourser a été déposée auprès de l'autorité
de recours à l'intention du créancier (ch. 2) ou que le créancier a retiré sa réquisition de
faillite (ch. 3); Qu'ainsi, le débiteur ne doit pas seulement prouver le paiement de la dette à
l'origine de la faillite, mais également rendre vraisemblable sa solvabilité, ces deux
conditions étant cumulatives (arrêts du Tribunal fédéral 5A_516/2015 du 3 septembre 2015
consid. 3.1; 5A_413/2014 du 20 juin 2014 consid. 3 et les arrêts cités); Qu'en l'espèce, la
recourante n'a pas fourni, dans le délai imparti par la Cour, les pièces rendant vraisemblable

sa solvabilité; Que les conditions posées par l'art. 174 al. 2 LP font ainsi défaut; Que le recours est dès lors manifestement infondé, de sorte qu'il sera rejeté d'entrée de cause et sans débats (art. 322 al. 1 in fine CPC); Qu'il n'est pas nécessaire de fixer à nouveau le moment de l'ouverture de la faillite dans la mesure où l'effet suspensif ordonné se rapporte uniquement à la force exécutoire du jugement attaqué (cf. arrêts du Tribunal fédéral 5A_92/2016 du 17 mars 2016 consid. 1.3.2.1; 5A_899/2014 du 5 janvier 2015 consid. 5); Que les frais judiciaires de recours, arrêtés à 220 fr., seront mis à la charge de la recourante qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'État de Genève (art. 111 al. 1 CPC); Qu'il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à l'intimée, qui n'a pas été invitée à se déterminer devant la Cour de céans (art. 95 al. 3 let. b CPC). * * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 15 février 2018 par A_____ contre le jugement JTPI/1749/2018 rendu le 1er février 2018 par le Tribunal de première instance dans la cause C/27156/2017-5 SFC. Au fond : Rejette ce recours. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 220 fr., les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Monsieur Laurent RIEBEN et Monsieur Ivo BUETTI, juges; Madame Céline FERREIRA, greffière. La présidente : Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ La greffière : Céline FERREIRA Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.